



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La contribution de l'agriculture à l'emploi dans les zones rurales

Jean-Claude Bontron

Résumé

La contribution de l'agriculture à l'emploi doit se mesurer avec un concept plus large que celui de la seule population active agricole. Cet article propose d'utiliser la notion de «sphère d'activités agricoles» qui agrège aux exploitations les activités du secteur secondaire et tertiaire avec qui elles entretiennent des liens d'interdépendance étroits. L'analyse des chiffres sur les quinze dernières années montre que de nombreux emplois liés à l'agriculture ont été créés dans les industries agro-alimentaires, surtout dans le tertiaire agricole, et que l'agriculture, avec ses activités périphériques, demeure le pivot de l'économie rurale dans de nombreux départements.

Abstract

When assessing the impact of agriculture to employment, only considering the number of directly employed workers is not sufficient. In this paper, the notion of «agriculture related workers» is identified. These workers have employment in non agricultural, but agriculture related industrial or tertiary activities. During the last 15 years, many such workplaces have been created, mainly by food industries and food services. In that sens, and because of its periphery, agriculture remains the head of rural economy in many french departments (i.e. districts).

Citer ce document / Cite this document :

Bontron Jean-Claude. La contribution de l'agriculture à l'emploi dans les zones rurales. In: Économie rurale. N°225, 1995. pp. 15-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1995.4704>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1995_num_225_1_4704

Fichier pdf généré le 08/05/2018

La contribution de l'agriculture à l'emploi dans les zones rurales

Il est sans doute facile de stigmatiser une évolution qui voit passer de 20 % en 1962 à 5,4 % en 1990 la part des actifs agricoles dans la population active nationale. Mais en rester à ce constat conduit à négliger le fait que l'équipement et la modernisation des exploitations, l'industrialisation de l'agriculture et son insertion dans l'économie marchande, les changements des formes de distribution et de la demande des consommateurs ont eu pour conséquence la création de nombreux emplois liés à l'agriculture, dans d'autres secteurs d'activités. La contribution de l'agriculture à l'activité économique générale et à l'emploi doit donc se mesurer avec un concept plus large que celui de la seule population active agricole. C'est autour de cette question que nous allons orienter notre propos en essayant de montrer quel impact a pu avoir cette évolution sur le territoire, notamment dans les zones rurales.

La sphère d'activité agricole, concept et mesure

La nécessité d'appréhender l'évolution de l'agriculture à travers un ensemble économique plus vaste que celui des seules exploitations agricoles est apparue depuis longtemps. Les économistes américains Davis et Goldberg sont les premiers (en 1956-57) à préciser et utiliser le concept d'« agribusiness ». En France, c'est presque dix ans plus tard que l'idée se développe, liée aux débats sur l'industrialisation (Chombart de Lauwe) et l'intégration (Le Bihan, Séverac) de l'agriculture. Elle va progressivement s'imposer avec les travaux de Malassis sur l'insertion de l'agriculture et, plus largement, de « l'économie agro-alimentaire », dans l'économie globale. Plusieurs notions et vocables ont dès lors été utilisés pour désigner des ensembles élargis d'activités associées à l'agriculture : para-agricole, agribusiness, complexe ou système agro-alimentaire, chaînes et filières de production pour ne citer que les principaux (cf. références bibliographiques).

L'examen des travaux réalisés à partir de ces différents concepts montre que si l'idée d'un champ agro-alimentaire élargi s'est progressivement imposée d'elle-même, sa concrétisation dans un regroupement d'activités demeure une construction difficile, qui conduit selon les auteurs à des choix différents et qui comporte bien sou-

vent des ambiguïtés. Ainsi, les regroupements proposés concernent tantôt des agents économiques, tantôt des secteurs d'activité; le « complexe » étudié peut être centré sur l'agriculture, sur les IAA, ou bien sur l'alimentation... ; il est plus ou moins restreint aux flux directs qu'entretient le centre du système avec son amont et son aval, ou étendu à toute la chaîne de production-transformation-distribution d'un produit (notion de filière).

Si, sur le plan théorique, les concepts sont aujourd'hui relativement bien précisés, peu d'évaluations chiffrées permettant de décrire ces ensembles d'activités ont été réalisées, qu'il s'agisse de l'importance de la production, des flux d'échanges ou des emplois qu'ils génèrent. On peut sans doute noter les tentatives faites par l'INRA (A. Brun, F. Petit) vers la fin des années 1960 pour cerner les activités para-agricoles; celles de J.L. Rastoin, de F. Perroux et de L. Malassis sur la valeur de la production et des consommations intermédiaires calculées à partir des tableaux d'échanges inter-industriels; celles de l'INSEE (J. Monfort) visant à identifier la filière agro-alimentaire comme partie du système productif. Mais au total, très peu de résultats sont utilisables pour caractériser quantitativement cet ensemble et pour le suivre dans le temps.

Afin de cerner l'importance de cet ensemble en terme d'emplois et d'en mesurer les effets territoriaux, plutôt que de retenir le concept de filière qui s'applique principalement à des produits ou des groupes de produits, nous avons proposé celui de « sphère agricole » (1). Cette sphère agricole est définie comme l'ensemble des exploitations agricoles, des activités de production ou de services nécessaires à leur fonctionnement, et de celles qui traitent et commercialisent les produits qui en sont issus. Il ne s'agit pas ici de situer l'ensemble des activités liées à l'agriculture dans un découpage global du système productif, mais de désigner autour de l'exploitation agricole, comprise comme une structure socio-économique de production mettant en valeur une fraction du territoire, les activités qui entretiennent avec elle des liens d'interdépendance étroits ou celles dont les consommations intermédiaires en sont issues pour une large partie. Le schéma suivant explicite (sans la préciser dans le détail) la composition de cet ensemble.

1. Voir : Bontron JC, Brochot A. *Les emplois induits par l'agriculture. Essai d'évaluation du potentiel d'emploi de la sphère agricole*. Evolution, ruralité, SEGESA, 1984, 73 p.

Composition de la sphère agricole

- **CENTRE** : Exploitations agricoles.
- **ACTIVITÉS EN PÉRIPHÉRIE DIRECTE** : Travaux agricoles (façons culturales, récoltes...), vétérinaires, tonte des animaux, commerce de gros des semences, plants, fourrages...
- **INDUSTRIES D'AMONT** : Fabrication d'engrais, insecticides, produits vétérinaires, machines agricoles...
- **INTERMÉDIAIRES** : Activités assurant le lien entre la production et les industries de transformation ou la distribution (stockage, entrepôts frigorifiques, collecte et commerce de gros des produits de l'exploitation, abattage du bétail...).
- **INDUSTRIES D'AVANT** : Activités de première et seconde transformation (meunerie, laiterie, conserverie...).
- **COMMERCES** : Commerces de gros des produits peu élaborés ou de première transformation, commerces de détail lorsqu'ils concernent des produits bruts ou peu transformés (fruits, légumes, viande de boucherie...).
- **SERVICES** : Transports spécialisés, organismes de crédit et d'assurances agricoles, études et conseils, recherche agronomique.
- **ADMINISTRATION** : Services du ministère de l'Agriculture.

Source SEGESA

Lorsqu'il s'agit de chiffrer la contribution de cette sphère agricole à l'emploi, les difficultés apparaissent multiples, et tiennent pour une grande part à l'imperfection de l'outil statistique qui ne permet pas toujours d'identifier les activités concernées. L'imprécision des données s'est d'ailleurs accentuée avec l'évolution des nomenclatures d'activités économiques (2) qui, en quelque sorte, ont eu tendance à « normaliser » les activités en rapport avec l'agriculture et à ne plus les isoler en tant que telles. Ainsi, les artisans mécaniciens ruraux sont maintenant intégrés dans le groupe Réparation de véhicules automobiles; les travaux de drainage et irrigation à vocation agricole avec les Travaux d'aménagement généraux des sols; l'administration de l'Agriculture et ses services rattachés sont dans le poste Administrations centrales; les assurances agricoles ne sont plus séparées en tant que telles, non plus que l'enseignement et les activités de conseils.

C'est pourquoi le travail de chiffrage, relativement complexe, que nous avons réalisé sur les données de 1975, n'a pu être mis à jour dans le détail pour 1990, et nous nous contenterons donc ici de nous référer à un concept simplifié de sphère agricole.

2. C'est ainsi que la Nomenclature des Activités Economiques de 1959 (1 572 rubriques à 4 chiffres) a été refondue en 1973 dans une nouvelle Nomenclature d'Activités et de Produits (600 postes à 4 chiffres).

Les activités de la sphère agricole induisent de nombreux emplois

Les agriculteurs employeurs de main-d'oeuvre

On ne peut parler d'emplois induits par l'agriculture sans d'abord faire référence au fait que de nombreux exploitants agricoles ainsi que leurs organisations sont employeurs de main-d'oeuvre. En 1980, 190 000 agriculteurs avaient établi un bulletin de paie, ils sont encore 119 000 en 1992 pour un montant de salaires dépassant 17 milliards de francs.

Entre ces deux dates, si le nombre d'heures de travail déclaré à la MSA a décru, celui des salariés concernés n'a pas baissé, traduisant par là un recours plus fréquent à une main-d'oeuvre d'appoint. La montée d'une agriculture d'entreprise fonctionnant à base de salariat se confirme, pratiquement les deux-tiers des salariés agricoles étant aujourd'hui employés dans les 16 000 exploitations qui ont recours à 10 salariés et plus (*tableau 1*). Les régions de grande culture et d'agriculture spécialisée sont naturellement les plus concernées (*carte 1*).

Tableau 1. Employeurs et salariés dans les entreprises de culture et d'élevage (année 1992)

Illustration non autorisée à la diffusion

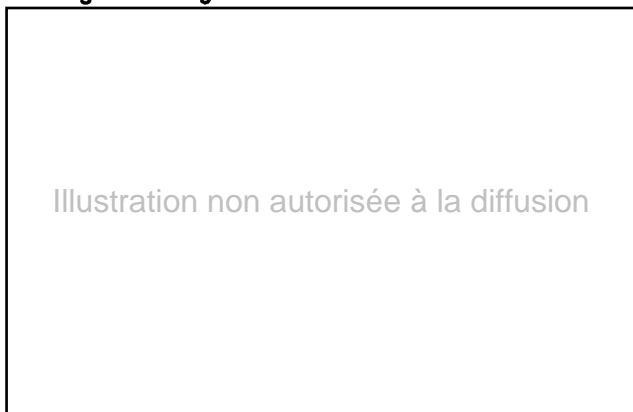
Source : Annuaire statistique de la MSA, 1993

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : SEGESA, d'après MSA

Du côté des organisations professionnelles agricoles, dont les personnels relèvent du même régime social que les exploitants (MSA), on connaît avec précision les effectifs employés. Ils s'élèvent pour la coopération et les organismes professionnels à 387 000 salariés (*tableau 2*). Ces chiffres indiquent qu'entre 1980 et 1992 les salariés du régime appartenant au Crédit Agricole, à la Mutualité Sociale Agricole et autres organismes agricoles (non compris la coopération) se sont accrus de 20 % en terme d'effectifs, et de 17 % en équivalents temps plein.

Tableau 2. Évolution des personnels des organismes agricoles



Source : Mutualité Sociale Agricole

Au total, en cumulant les salariés d'exploitations et ceux de la coopération et des organismes agricoles, les effectifs demeurent relativement stables, ceux de la production baissant fortement, ceux des entreprises coopératives étant en léger repli, et ceux relevant plutôt du tertiaire en forte progression.

Résistance de l'industrie et forte montée du tertiaire agricole

Pour avoir une vision plus large et plus cohérente des emplois induits par l'agriculture, il nous faut cependant prendre en compte l'ensemble des activités de la sphère agricole et nous appuyer sur les données de population active des recensements.

Si l'on retient les activités qui, à partir de la nomenclature à 2 chiffres de l'INSEE (60 divisions de la NAP 73), sont les plus directement liées aux exploitations, à savoir l'industrie des machines agricoles, les industries agro-alimentaires (desquelles nous avons enlevé la boulangerie qui est de plus en plus proche du commerce de détail) et le commerce de gros de produits alimentaires, on obtient un ensemble qui, bien qu'en régression, totalise encore de près de 2 millions d'emplois (*tableau 3*).

Tableau 3. Structure des emplois dans les activités de la sphère agricole



Source : SEGESA/INSEE

Mais de nombreuses activités identifiées dans les nomenclatures à 4 chiffres sont exclues de ce tableau. On devrait également y ajouter les industries des engrais et des produits phytosanitaires (20 000 emplois), le commerce de matériel agricole (35 000 emplois), les transports de marchandises..., et surtout les activités tertiaires découlant de l'administration (35 000 fonctionnaires au ministère de l'Agriculture) et des organismes professionnels agricoles (plus de 150 000 emplois à temps plein). On pourrait également citer beaucoup d'autres activités tertiaires au service de l'agriculture, non identifiées ou

mal identifiées, mais qui sont en forte croissance, notamment dans des services qui sont relativement nouveaux pour l'agriculture, comme la formation continue, la gestion, les études et conseils, l'informatique, la publicité... Au total, sans aller jusqu'au commerce de détail alimentaire ni aux industries d'ultime transformation de certains produits d'origine agricole (chaussures, pharmacie...), on peut aujourd'hui délimiter, autour du noyau dur que constituent encore les exploitations agricoles, une sphère économique qui dépasse certainement les 2,5 millions d'emplois.

L'évolution de la population active depuis 1975 montre que le nombre des agriculteurs a diminué de plus de 800 000 personnes (tableaux 3 et 4), et que la baisse s'effectue sans ralentissement significatif. L'industrie des machines agricoles, directement affectée par la réduction du nombre des exploitations, leur relatif suréquipement, et la dégradation du revenu agricole, suit un cours parallèle. Dans les industries agro-alimentaires, l'évolution est plus contrastée. Les industries de la viande enregistrent des gains d'emplois substantiels (106 000 emplois en 1990 contre 66 000 en 1975), il en va de même des conserveries. Mais l'industrie laitière, second poste des IAA en terme d'emplois, qui s'était bien maintenue jusqu'en 1982, subit le contrecoup de l'instauration des quotas laitiers. Les entreprises de travail des grains, outre les concentrations qui affectent ce secteur, sont aussi touchées par les limitations de production prises dans le cadre communautaire. Les autres postes sont tous en léger recul. Il faut toutefois souligner que l'emploi salarié dans les IAA, bien qu'ayant enregistré ces trois dernières années un repli sensible, fait preuve d'une remarquable stabilité en comparaison du déclin sévère qui affecte les autres industries manufacturières (graphique ci-dessous).

Évolution de l'emploi dans les IAA et les autres industries manufacturières

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : Xavier Niel, INSEE

Le commerce de gros alimentaire (bestiaux, fruits et légumes, produits laitiers...), qui avait accru très sensiblement ses effectifs dans la période 1975-82, est en cours de restructuration, de nombreux petits intermédiaires disparaissent, et l'on enregistre une baisse du nombre des emplois de ce groupe après 1982. Toutefois ils n'ont pas pour autant disparu, cette activité ayant pour partie été absorbée par les centrales d'achat de la grande distribution.

Tableau 4. Évolution des emplois de la sphère agricole

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : SEGESA/INSEE

D'autres sources nous donnent des indications sur l'évolution de l'emploi dans un certain nombre d'activités tertiaires liées à l'agriculture. Nous avons déjà cité plus haut ceux des organisations professionnelles agricoles. Le recensement des agents de l'État montre que le personnel du ministère de l'Agriculture est relativement stable sur la longue période : 33 000 agents en 1976, 35 200 en 1992, ce qui signifie que le nombre de fonctionnaires par agriculteur ne cesse de s'accroître ! Il faut toutefois noter que ce maintien est essentiellement dû à la croissance des effectifs employés par les établissements d'enseignement agricole. Une étude antérieure de la SEGESA, relative aux nouveaux établissements dans les communes rurales et les petites villes (jusqu'à 20 000 habitants), avait permis de montrer que, à côté des 8 292 créations d'établissements employeurs relevant des IAA, 5 149 sont enregistrés dans des activités tertiaires au service de l'agriculture (3).

Au total, les activités « péri-agricoles », dont la croissance avait été de 2 % entre 1975 et 1982, connaissent un recul sensible en 1990, traduisant par là des gains de productivité dans des secteurs qui relevaient encore pour une bonne partie de l'artisanat. Cette évolution serait beaucoup plus favorable si nous avions pu y intégrer tous les nouveaux services aux exploitations. Il n'en demeure pas moins que le nombre d'emplois induit par un actif agricole au sens propre ne cesse d'augmenter, passant dans le concept restreint que nous avons retenu ici de 0.37 en 1975 à 0.61 en 1990, et qu'il atteindrait sans doute, dans un concept plus large, un chiffre supérieur à 1.

En définitive, l'évolution de l'emploi dans les trente dernières années à l'intérieur de l'ensemble des activités que nous avons nommé « sphère agricole » montre que la part de la production décline, que celle de l'industrie après s'être accrue entame à son tour une phase de recul sensible, qu'au contraire le tertiaire se diversifie et prend une place sans cesse croissante. Toutes ces tendances rejoignent celles qui sont observées à propos de la transformation générale du processus de production dans les sociétés industrielles, et confirment, si besoin était, la thèse de l'industrialisation de l'agriculture et l'application à l'économie rurale des lois de l'économie générale.

3 Voir : Bontron JC, Cabanis S. *Les dynamiques récentes de création et de localisation des activités en zone rurale*. SEGESA/DATAR, janvier 1990.

L'agriculture reste le pivot de l'économie rurale dans de nombreux départements

Les activités relevant de la sphère agricole telle que nous l'avons définie ne sont pas toutes localisées dans l'espace rural. C'est déjà le cas de l'agriculture qui, dans le cadre de la définition de l'INSEE, compte environ 20 % de sa population active dans des communes réputées urbaines (4). Il s'agit, pour l'essentiel, d'exploitations très intensives localisées dans le tissu urbain (sur la Côte-d'Azur ou dans le Nord par exemple), ou d'exploitations de tous types situées dans des communes qui se trouvent progressivement touchées par les processus de péri-urbanisation (5). C'est aussi le cas des industries agro-alimentaires et surtout du tertiaire au service des agriculteurs. La question posée ici est celle de la « ruralité » des activités de la sphère agricole et de ses tendances d'évolution.

Poids et évolution des emplois de la sphère agricole dans l'emploi rural

S'agissant de mesurer la contribution des exploitations à l'activité économique des zones rurales, la première précaution est de se référer à la population active classée à son lieu de travail (PALT) plutôt qu'à son lieu de résidence.

Si en 1990 les ménages d'exploitants ne sont plus que 8 % des ménages ruraux, et la population agricole (retraités inclus) 20 % de la population rurale, ces chiffres ne donnent pas la mesure véritable de l'importance économique de l'activité agricole. En effet, le fort accroissement de la population résidentielle minore la place des agriculteurs dans les actifs résidents, et ces

chiffres ne prennent pas en compte l'ensemble des activités induites par l'agriculture.

Si l'on retient le concept de population active au lieu de travail, on peut constater (*tableau 5*) un recul très sensible du taux d'emploi agricole dans les zones rurales qui est passé de 51,5 % en 1968 à 27,3 % de l'emploi local en 1990. L'évolution de ce taux ne dépend pas que de celle des actifs agricoles, elle est de plus en plus fonction de la dynamique de création d'activités nouvelles dans les autres secteurs de l'économie. Aujourd'hui il n'y a plus de corrélations entre la variation de la population agricole et celle de la population rurale.

Tableau 5. Évolution des emplois ruraux par secteurs d'activités



Source : SEGESA

Si l'on s'intéresse au poids de l'agriculture au sein des seules activités productives du milieu rural, sa contribution est fortement relevée puisqu'elle atteint 46 % en 1990. En y ajoutant les industries agro-alimentaires, ce taux dépasse 53 %. On peut donc affirmer que plus de la moitié de l'emploi productif des zones rurales dépend encore très directement de l'agriculture.

Le taux global de « ruralité » des industries agro-alimentaires n'est que de 28 %, la branche la plus « rurale » (l'industrie du lait) ayant 61.7 % de ses emplois localisés dans des villes (*tableau 6*).

Tableau 6. Évolution des actifs ruraux* dans les branches concernant la sphère agricole

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : SEGESA/INSEE

4. Rappelons que les communes sont urbaines lorsqu'elles possèdent sur leur territoire une agglomération de population supérieure à 2 000 habitants.

5. Voir *Entre ville et campagne, les espaces de périurbanisation. Identification et problèmes; propositions pour l'action publique.* SEGESA/ministère de l'Agriculture-DERF/DATAR/DIV, 1994, 99 p.

La fabrication (et réparation) des machines agricoles a opté, d'une façon privilégiée, pour la localisation rurale.

En ce qui concerne le « tertiaire agricole », sa localisation préférentiellement urbaine ne fait aucun doute. C'est notamment le cas pour le commerce de gros (22 % des emplois sont en milieu rural). Mais c'est encore plus vrai pour toutes les institutions qui encadrent la profession et les familles agricoles, que les dirigeants agricoles eux-mêmes ont bien souvent implantées dans les villes (6).

Les aspects régionaux de la sphère agricole

Autour des chiffres cités plus haut, les disparités régionales demeurent très importantes. C'est ainsi que le taux d'emploi agricole dans les communes rurales peut aller jusqu'à 45 % dans le Gers ou le Lot-et-Garonne.

La carte de la part des emplois relevant de l'agriculture et des IAA dans les activités productives du milieu rural révèle que dans une grande partie des départements ces emplois représentent la majorité de l'activité économique. Dans le Gers, le taux approche les 80 %, et dans de nombreux départements de Bretagne (Côtes-du-Nord, Finistère) et du Massif central (Cantal, Aveyron, Lozère) il est au-dessus de 70 % (carte 2).

D'autres cartes que nous avons pu établir montrent que les actifs « péri-agricoles » (industrie + tertiaire agricoles) sont surtout nombreux dans le Nord, l'Ile-de-France et l'Ouest, zones qui cumulent une forte densité de consommateurs et une prédominance des productions animales ou de cultures dites « industrielles ».

Y a-t-il tendance à la « ruralisation » des activités induites par l'agriculture? Cette question mérite une réponse nuancée. Nous avons déjà dit ce qu'il en était pour une partie du tertiaire agricole, de plus en plus urbain. En revanche, les tendances récentes en matière de localisation des entreprises et des emplois agro-alimentaires indiquent que certains secteurs de la transformation tendent à quitter les grands centres urbains pour gagner les bassins de production agricole (surtout d'élevage).

Le tableau 6 montre que, dans les différentes activités retenues, la part de l'emploi localisé en milieu rural ne recule pratiquement pas. Si l'on tient compte du fait que l'espace rural de 1990 est singulièrement plus réduit que celui de 1975, ce constat traduit bien un recul relatif de la localisation urbaine des emplois de la sphère agricole.

Si l'on cherche à illustrer l'évolution des emplois dans les IAA pour la période 1982-90 (carte 3), on constate une dualité entre les départements de l'ouest et du sud-ouest qui gagnent des emplois et ceux du nord-est ou ceux abritant une grande ville (Lyon, Marseille, Bordeaux...) qui sont en recul.

6. Les restructurations qui ont pu toucher ces dernières années un certain nombre d'organismes ne témoignent guère d'un changement de politique dans ce domaine.

Contrairement au point précédent et s'agissant de la territorialisation des processus économiques, il est beaucoup plus difficile de mettre en évidence ce qui pourrait être une loi de concentration ou de dispersion des activités et des emplois.

Carte 2. L'agriculture et les IAA dans les emplois productifs du milieu rural



Source SEGESA, d'après RP 90 (PAL.T)

Carte 3. Évolution 1975-1990 de l'emploi dans les IAA



Source SEGESA, d'après RP 75 et 90 (PAL.T)

D'une manière générale, nombre d'activités induites par l'agriculture se diffusent mieux dans le tissu rural que par le passé, aussi les emplois péri-agricoles progressent-ils, en valeur absolue ou en valeur relative, dans les communes rurales et dans les régions les plus rurales. Ce facteur a d'ailleurs largement contribué à la stabilisation démographique récente et au développement économique de certaines zones rurales, en particulier en Bretagne et dans le Grand Sud-Ouest. Mais il apparaît avec évidence qu'une partie de ces activités (notamment le tertiaire supérieur et la recherche) se concentre bien dans les plus grandes agglomérations.

Certes l'essor des activités périphériques de la production agricole ne bénéficie que partiellement à l'espace rural et n'a pu compenser les pertes d'emplois enregistrées dans les exploitations elles-mêmes. Mais si l'on regarde plus avant, il apparaît avec évidence que le poids relatif des activités périphériques industrielles et de services va progressivement l'emporter sur celui des activités de production proprement dites, et que l'évolution globale de l'emploi dans la sphère agricole va essentiellement dépendre de leur capacité à se moderniser et à conquérir de nouveaux marchés.

Le développement de nouvelles activités au sein des exploitations agricoles autour de la gestion d'espaces naturels, de l'entretien des paysages, de la conservation de certains éléments du patrimoine, de l'éducation, du tourisme et des loisirs... peut à coup sûr élargir le champ des initiatives économiques des agriculteurs et contribuer au maintien de l'emploi dans le tissu rural.

L'approche des emplois induits par l'agriculture dans un cadre élargi à toutes les activités de la sphère agricole est de plus en plus indispensable. Ce faisant, il s'agit non seulement de corriger la portée de la baisse de la population active agricole, mais de saisir un champ d'interdépendances économiques caractérisé par un système d'échanges et des rapports de production, et plus encore de bâtir un cadre approprié à l'analyse des transformations historiques de l'agriculture, en particulier pour rendre compte des formes et des conséquences de la division sociale du travail dans ce secteur.

Jean-Claude BONTRON, Directeur de la SEGESA.

Ces réflexions sont pour partie issues de travaux sur l'évolution récente de l'emploi agro-alimentaire et de l'emploi rural actuellement conduits par la SEGESA à la demande de la Direction Générale de l'Alimentation du ministère de l'Agriculture (Bureau des Actions Régionales) et de la DATAR.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bertrand JB. *Complexes et filières agro-alimentaires*. Un essai de présentation généalogique et critique de ces notions. CREDAT, CNRS, Paris, 1981
- Garreau G. *L'agrobusiness*. Calmann-Lévy, Paris, 1977, 303 p.
- Goldberg RA. *A concept of agribusiness*. Harvard University, Boston, 1957.
- Malassis L. *Économie agro-alimentaire*. Cujas, Paris, 1973.
- Monfort J. *A la recherche des filières de production*. INSEE. Économie et Statistique, 1983, n° 151.
- Lebosse JC, Ouisse M. *La transformation de la structure de la sphère de la production alimentaire, consécutive au processus de développement du capitalisme français*. Thèse, Nantes, 1972.
- Niel X. *Les industries agro-alimentaires en 1993*, INSEE Résultats n° 328, août 1994.
- Perceval L. *L'agriculture française, formes nouvelles et mécanismes fondamentaux*. Économie et Politique, 1967, n° 152.
- Mutualité Sociale Agricole. *Perspectives démographiques du régime agricole de 1990 à 2010*. L'Observatoire Économique et Social, Études, 1991, 76 p.
- SFER. *Les nouvelles technologies : quels impacts sur l'agriculture et l'agro-alimentaire ?* Économie rurale, 1989, n° 192-193.
- Plet F. *L'espace agro-alimentaire français : vers une réurbanisation partielle ?* In Géographies et campagnes, Mélanges Jacqueline Bonnamour. ENS Fontenay/Saint-Cloud, hors collection des Cahiers de Fontenay, 1992, pp. 99-107.
- Rastoin JL. *La distribution dans le système alimentaire français*. Économie rurale, 1977, n° 121.
- Saunier P. *L'évolution de l'emploi dans les industries agricoles et alimentaires depuis le début du XX^e siècle*. Économie rurale, 1987, n° 178-179, pp. 62-67.
- Schaller B (dir.). *Les industries agro-alimentaires*. In INRA-SCEES, Grand Atlas de la France rurale. Paris, 1989, JP de Monza, pp. 307-345.